

500 May 30

7 121

AUX ELECTEURS DE GLENGARRY.

MESSIEURS,

Quand vous m'avez invité il y a près de deux ans, à devenir candidat pour vous représenter à l'Assemblée Législative, je le fis en déférence à votre opinion, quoique me sentant à désavantage à cause du long intervalle qui s'était écoulé depuis mon séjour au milieu de vous, et de l'interruption qui avait eu lieu dans nos relations personnelles ensemble. Les représentations que vous me fîtes alors furent justifiées par le fort vote enregistré en ma faveur; et aujourd'hui que vous voulez bien renouveler l'invitation après y avoir mûrement réfléchi, je me crois justifié et par votre choix et par ce que j'apprends de l'opinion croissante du comté, d'entrer dans l'arène avec bon espoir de succès. Les deux années qui m'ont fait faire meilleure connaissance avec vous, n'ont pas diminué mon désir de vous servir, et j'espère qu'elles ne m'ont pas été défavorables dans votre estime. Deux années de souffrances communes avec vous ont fortement confirmé mon opinion qu'un changement est nécessaire dans votre représentation.

Je propose de vous démontrer que l'opinion n'a pas crû ici et par le pays sans qu'il y ait eu quelque chose pour l'alimenter. Mais avant de discuter le principal point sur lequel on vous demande clairement de décider entre le gouvernement actuellement aux pouvoirs et ceux qui comme moi attaquent sa politique financière, je désire vous signaler l'anéantissement complet des autres et alors importantes prétentions sur lesquelles les amis du Gouvernement actuel ont basé leur droit et demande, comme ils l'ont si souvent et d'une manière si euphonique déclaré, de "précipiter du pouvoir" le Gouvernement qui les a précédés; leur plus sage méthode pour le chemin de fer du Pacifique et la détermination d'exercer une plus grande économie dans les dépenses ordinaires.

Après avoir épuisé le plan d'extension par voie d'eau, et ayant démontré l'impossibilité d'avancer les travaux publics par l'agence d'employés et supporteurs d'un Gouvernement même pur, la politique d'aider la construction du Chemin de Fer du Pacifique "en utilisant les terres de la Puissance," suivant en cela la mode de prédécesseurs, a été finalement et entièrement reprise. En attendant, une forte dépense annuelle a été encourue par l'intermédiaire d'agents qui, lorsqu'on les a sommés de rendre compte de leurs méthodes, défient le Parlement. Qu'avons-nous comme résultat? A peu près 200 milles sous contrat, qui, lorsque terminés, n'auront aucune connection permanente; le bout de route d'embranchement qui peut nous donner accès au Manitoba à travers les Etats-Unis, et qu'on propose de louer à des conditions qui ne supporteraient pas l'examen du Parlement et le premier ministre, (et lui un ministre réformateur) menaçant ce qu'il peut ou ne peut faire en défi du Parlement; puis nous avons l'Hôtel Neebing et le Fort Frances Lock; puis enfin une somme de \$3,000,000 dépensés pour des rails qui ne facilitent ni le trafic ni les voyageurs, mais qui ne font qu'accumuler de l'intérêt, de la rouille et des frais d'emmagasinement.

Dans les dépenses ordinaires, nous n'avons point de réduction; aucune prétention de réduction à présent; mais pendant qu'il y a une réduction de \$50,000,000 dans le commerce et d'à peu près \$3,000,000 dans les revenus